



22 mars 2012

## Respect du droit à l'eau dans l'économie verte *Journée mondiale de l'eau, 22 mars 2012*

Le mouvement pour la justice en matière d'eau, dont font partie les syndicats de l'ISP, a réussi à inscrire le droit humain à l'eau et à l'assainissement à l'ordre du jour mondial. La Résolution 64/292 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2010 insiste sur la responsabilité des États en matière d'accès universel. Beaucoup de campagnes nationales appellent les gouvernements à reconnaître le droit à l'eau et à mettre en œuvre l'accès universel à l'eau et à l'assainissement.

Les syndicats s'associent à un large éventail d'alliés au niveau mondial, national, régional et local.

### **Malgré ces avancées, plusieurs pays et groupes de pression cherchent à faire le jeu des intérêts financiers.**

- Le Forum mondial de l'eau tenu à Marseille en mars 2012 a maintenu son orientation commerciale, soutenu en cela par les banques de développement et les bailleurs de fonds nationaux, avec en ligne de mire Rio+20.
- Le Sommet de la Terre (Rio+20) qui se tiendra en juin 2012 pourrait renforcer la mainmise capitaliste sur l'économie verte, avec des mécanismes tels que l'échange de services écosystémiques.<sup>1</sup>
- Le peu de volonté politique manifesté lors des négociations climatiques ouvre le champ aux « solutions » proposées par les marchés.
- L'OMC cherchera à développer le commerce des services pour inclure l'eau et l'assainissement dans le secteur des services environnementaux, à l'instar des accords commerciaux bilatéraux et régionaux.

Le mouvement pour la justice en matière d'eau repousse ces offensives et les forces que nous avons tissées au fil des ans nous permettent aujourd'hui de nous mobiliser contre elles. Les travailleuses et travailleurs et les syndicats savent qu'ils ont le devoir de soutenir une justice sociale en matière d'eau ; nous mettrons tout en œuvre pour garantir un accès universel à une eau propre et saine ainsi qu'à un assainissement de qualité, dans des services respectueux des droits des travailleuses et travailleurs.

Nos engagements :

- L'ISP collaborera avec la CSI, les ONG et d'autres alliés pour préparer le Sommet Rio+20 et veiller à ce que le droit à l'eau, à l'assainissement et à d'autres services publics essentiels soit bien défendu, et à ce que nos affiliés prennent conscience des fausses promesses que l'on fait miroiter au nom de l'économie verte.<sup>2</sup>
- L'ISP soutiendra les activités nationales de mise en œuvre du droit à l'eau, notamment les partenariats public-public et public-collectivité, les financements publics et la fiscalité, et la coopération personnel-direction.
- L'ISP soutiendra le recours croissant aux référendums (comme en Italie, en Uruguay, en Colombie, etc.) pour contraindre les élu(e)s à respecter la volonté du peuple et contrer l'influence grandissante des intérêts

<sup>1</sup> Le concept d'économie verte demeure obscur et controversé. Beaucoup y voient une tentative des intérêts financiers d'imposer une dynamique de marché au travers de la valorisation, du paiement et de l'échange de services écosystémiques, notamment dans le secteur de l'eau. Les gouvernements devraient veiller à la durabilité sociale et environnementale, notamment au moyen du travail décent et d'une transition juste vers des emplois verts, de protections environnementales applicables et d'une participation accrue aux processus décisionnels. L'ISP soutient les propositions de socle de protection sociale et de taxes sur les transactions financières. <http://www.ituc-csi.org/rio-20.html>

<sup>2</sup> Cette semaine, lors des négociations aux Nations Unies à New York, le Danemark (qui assure la présidence de l'UE), le Royaume-Uni, le Canada et la Nouvelle-Zélande tentent de retirer le droit à l'eau du programme du Sommet de la Terre. Les activistes de l'eau s'y opposent, avec le soutien des pays du G77.

financiers dans nos secteurs et institutions publiques. Par exemple, la FSESP lancera une Initiative citoyenne européenne pour recueillir un million de signatures à partir d'avril 2012.<sup>3</sup>

- L'ISP s'appliquera à faire barrage au libre-échange des services publics voulu par l'OMC. Nous continuerons de nous opposer aux négociations commerciales bilatérales menées hors du cadre de l'OMC, mais tout aussi dangereuses.
- L'ISP continuera de soutenir ses affiliés coréens dans leur combat pour la reconnaissance de leurs droits fondamentaux. Nous désapprouvons l'organisation du 7<sup>ème</sup> Forum mondial de l'eau en Corée, pays qui bafoue les droits des travailleuses et travailleurs, bâillonne la société civile et privilégie l'orientation de marché pour l'économie verte.
- Nous nous joindrons au mouvement pour la justice en matière d'eau pour demander aux Nations Unies d'organiser un sommet mondial sur le droit à l'eau. Le forum commercial de l'eau n'est pas adapté aux négociations ministérielles ou à la fixation de politiques. Les Nations Unies doivent se défaire des manigances intéressées qui se trament dans leurs couloirs et bureaux.

---

<sup>3</sup> Cette initiative citoyenne demande que l'eau et l'assainissement soient exclus des règles du marché intérieur de l'UE ; que l'UE cesse la libéralisation des services d'eau/d'assainissement, et que les gouvernements assurent un véritable accès universel. <http://www.right2water.eu/>